UEMOA : Abdoulaye Maïga consolide le leadership du Mali dans l'intégration sous-régionale

MALI 1951

L'information est l'oxygène des temps modernes

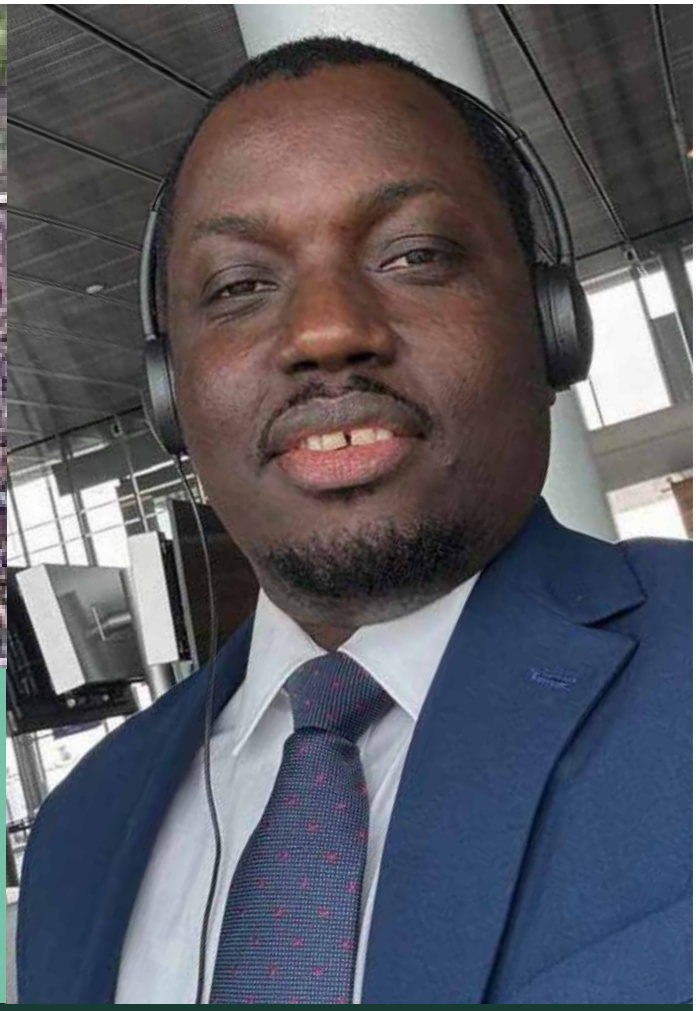
MARDI 09 Juin 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION





M5-RFP : Quand la rue malienne défia le pouvoir d'IBK



Chahana Takiou placé sous mandat de dépôt : La presse malienne face à une inquiétante série de poursuites

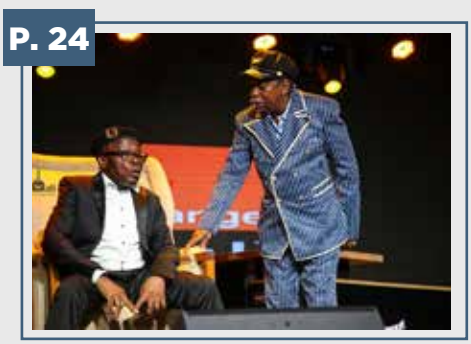


Kayes menacée par une pénurie de pain : Les boulangers alertent sur une rupture imminente de farine

Sommaire







UNE /

M5-RFP : Quand la rue malienne défia le pouvoir d'IBK — P 04

BRÈVES /

Kayes menacée par une pénurie de pain : Les boulangers alertent sur une rupture imminente de farine — P 09

Lutte contre le terrorisme : Les FAMa multiplient les frappes aériennes dans les régions de Gao et de Kayes — P 09

Coopération Mali-OIT : Une délégation tripartite plaide pour un partenariat renforcé à Genève — P 10

Gao : Le Gouverneur dément les rumeurs d'insécurité et appelle la population au calme — P 11

ACTUALITÉ /

27e Quinzaine de l'Environnement : Le Mali mobilise les forces vives de la Nation face aux défis climatiques — P 13

OIT : À Genève, le Mali défend une vision d'un avenir du travail inclusif, innovant et centré sur l'humain — P 15

POLITIQUE /

UEMOA : Abdoulaye Maïga consolide le leadership du Mali dans l'intégration sous-régionale — P 17

Secteur minier : Le nouveau Comité technique du CCAM, une solution ou une commission de plus ? — P 19

Chahana Takiou placé sous mandat de dépôt : La presse malienne face à une inquiétante série de poursuites — P 21

CULTURE & SOCIETÉ /

« Deux légendes, un même rire » : Guimba National et Michel Gohou électrisent le CICB — P 24

INTERNATIONAL /

Sénégal : La rupture entre Diomaye Faye et Ousmane Sonko ouvre une nouvelle ère politique — P 27

Sénégal : Ousmane Sonko prend les rênes de Pastef et consolide son leadership politique — P 29

SPORT /

Coupe du Monde 2026 : Avec dix représentants, l'Afrique rêve d'un exploit historique — P 32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikle@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- Gérant : Moctar Saw
- Rédacteur en Chef :
- Rédaction Générale : Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- Service Commercial : Youssouf Diarra
- Secrétariat : Fatou Sissako

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

M5-RFP : Quand la rue malienne défia le pouvoir d'IBK



Après avoir retracé la naissance du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), il convient de s'intéresser à l'étape qui a véritablement fait entrer cette coalition dans l'histoire contemporaine du Mali : les grandes manifestations de juin et juillet 2020. En quelques semaines, un mouvement de contestation s'est transformé en une force politique et sociale capable de remettre en cause l'autorité du président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK).

Le contexte était explosif. Le Mali traversait une crise multidimensionnelle sans précédent. L'insécurité gagnait du terrain au Centre et au Nord du pays, l'économie souffrait des conséquences des conflits et de la pandémie de Covid-19, tandis que la gouvernance faisait l'objet de nombreuses critiques. Les résultats contestés des élections législatives de mars-avril 2020, aggravés par des décisions controversées de la Cour constitutionnelle, ont constitué le détonateur d'une colère populaire déjà profonde.

C'est dans ce climat que le M5-RFP, rassemblant partis politiques, organisations de la société civile, associations de jeunes et leaders religieux, a réussi un pari que beaucoup jugeaient impossible : fédérer des sensibilités diverses autour d'une revendication commune, celle d'un changement profond de gouvernance.

Le 5 juin 2020, la première grande mobilisation à Bamako marque un tournant. Des dizaines de milliers de Maliens envahissent la Place de l'Indépendance pour réclamer des réformes institutionnelles et dénoncer ce qu'ils considèrent comme les dérives du pouvoir en place. Le message est clair : une partie importante de la population ne se reconnaît plus dans la gestion des affaires publiques.

Au cœur de cette dynamique se trouvent plusieurs personnalités influentes. L'imam Mahmoud Dicko





devient l'une des figures les plus écoutées du mouvement, mobilisant une large frange de la population autour d'un discours mêlant responsabilité politique et valeurs morales. À ses côtés, des responsables politiques comme Choguel Kokalla Maïga, Mountaga Tall, Mme Sy Kadiatou Sow, Modibo Sidibé, Cheick Oumar Sissoko, Issa Kaou N'Djim et plusieurs acteurs de la société civile donnent au mouvement une dimension nationale.

Mais la confrontation avec le pouvoir prend rapidement une tournure dramatique. Les manifestations de juillet 2020 sont marquées par des affrontements entre les forces de sécurité et les manifestants. Des bâtiments publics sont pris pour cible, des barricades sont érigées dans plusieurs quartiers de Bamako et la tension atteint son paroxysme.

La répression des manifestations fait plusieurs victimes et de nombreux blessés. Ces événements tragiques bouleversent l'opinion publique et renforcent paradoxalement la détermination des militants du M5-RFP. Ce qui n'était au départ qu'une contestation politique se transforme progressivement en une revendication nationale portée par une partie importante de la population.

Le rôle de la société civile apparaît alors déterminant. Associations, organisations de jeunes, syndicats et mouvements citoyens participent à la mobilisation, donnant au M5-RFP une assise populaire qui dépasse largement le cadre des partis politiques traditionnels. Les leaders religieux jouent également un rôle de premier plan, tant dans la mobilisation que dans les tentatives de médiation destinées à éviter une escalade de la violence.

Face à cette pression grandissante, les initiatives de médiation nationale et internationale se multiplient. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tente de rapprocher les positions, mais les propositions avancées ne suffisent pas à apaiser la crise. La défiance entre le pouvoir et le mouvement est devenue trop profonde.

L'histoire retiendra que les manifestations de juin et juillet 2020 ont profondément modifié le paysage politique malien. Elles ont démontré la capacité des forces sociales et politiques à s'unir autour d'objectifs communs, tout en révélant les fragilités des institutions de l'époque.

Quatre ans après ces événements, les débats demeurent sur leurs conséquences et leur héritage. Mais une certitude s'impose : c'est dans les rues de Bamako, au cours de ces journées de mobilisation et de confrontation, que le M5-RFP est devenu un acteur incontournable de l'histoire politique du Mali, préparant les bouleversements majeurs qui allaient suivre.

À suivre : Édito 3 – Du M5-RFP au 18 août 2020 : de la contestation populaire à la chute d'IBK et aux premiers pas de la Transition.

Moctar Sow

- Casimir Sangala

centenaire de la commission d'application des normes suivant l'intervention des experts et de plusieurs gouvernements.



- Korbonya Balde



Cette image est unique, ça démontre l'admiration réciproque entre le peuple Sénégalais & M. le PR. Ousmane SONKO.

En effet après avoir participé à son investiture comme Président du «Le Projet Pastef Pastef Focus 2029» l'homme était ému de constater la forte mobilisation du peuple derrière son projet politique.

Ces larmes qui coulent, sont causées par une forte émotion d'amour entre le peuple Sénégalais et SONKO .

Le peuple le soutien contre la trahison dont il a été victime,

Avec SONKO, pas de trahison

- Confederation des Peuples de l'AES - CPAES Page

#Urgent Le journaleu Abdramane Keïta est convoqué demain au pôle de la cybercriminalité. Cela fait suite à son intervention sur le plateau de RenouveauTV dans l'émission « Grand Jury », dans laquelle il a déclaré : « Kidal est administré par Iyad. »



- Jean-Luc Mélenchon

Notre force, c'est notre nombre ! Nous sommes 26 000 à Saint-Denis.

Rejoignez-nous ! Aidez-nous ! Ici est la force !

#JLMSaintDenis #Melenchon2027



-Ty Cherie

Ty Cherie se sent déterminé à Paris, France. ·

Mon soutien et mon respect au journaliste #Chahana_Takiou. Défendre les valeurs du journalisme, la liberté d'informer et la recherche de la vérité ne devrait jamais être un motif de pression. Son engagement en faveur d'un journalisme national et international libre et responsable mérite considération et hommage. Courage à lui dans cette épreuve.

#Ty_Cherie



- Mandé Massa

#Mali /#justice Selon plusieurs informations relayées sur les réseaux sociaux, Le doyen Chahana Takiou aurait été convoqué par le pôle de #cybercriminalité. Cette convocation fait suite à son intervention lors du #FOPAME au #CICB.



- Ministère de l'Education Nationale Mali

CARNET D'AUDIENCE

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE RECOIT LE NOUVEAU SECRETAIRE GENERAL DE LA COMMISSION MALIENNE POUR L'UNESCO ET L'USESCO.

La Commission nationale malienne pour l'UNESCO et l'USESCO a un nouveau secrétaire général. Il s'agit du Dr Hady DIALLO qui était venu en visite de courtoisie et prendre conseil auprès du ministre de l'Education nationale pour la réussite de sa mission. Le ministre Amadou SY SAVANE lui a témoigné toute la disponibilité du département à l'accompagner pour cette mission a lui confié par les plus hautes autorités.

CELLULE DE COM. MEN



- MALI TV

MALITEL : Désormais votre crédit téléphonique reste dans votre compte jusqu'à votre prochaine recharge.

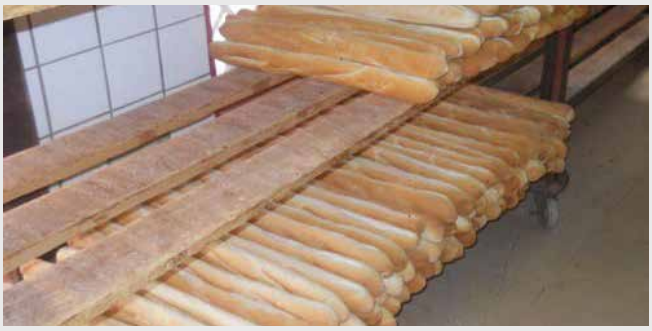
- YBC-Communication

Sous une dictature, chacun finit, d'une manière ou d'une autre, par en subir les conséquences.

Le confrère et doyen CHANA TAKIYOU directeur de publication du journal 22 septembre.



Kayes menacée par une pénurie de pain : Les boulangers alertent sur une rupture imminente de farine



La région de Kayes pourrait être confrontée dans les prochains jours à une grave pénurie de pain. Les boulangers de la ville tirent la sonnette d'alarme face à une rupture critique de stock de farine de blé qui menace directement la continuité de leurs activités.

Réunis au sein du Syndicat des Boulangers de Kayes, les professionnels du secteur ont exprimé leurs inquiétudes lors d'une rencontre avec la Délégation Régionale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (DRK-CCIM), ce jeudi 4 juin 2026.

Porte-parole de la délégation, Mahamadou Doumba, gérant de la boulangerie Saheh, a dressé un tableau particulièrement préoccupant de la situation. Selon lui, l'ensemble de la région connaît actuellement une rupture d'approvisionnement en farine de blé. Une situation qu'il attribue principalement aux difficultés de transport liées à l'insécurité qui affecte certains axes routiers stratégiques.

« La région est en rupture de farine de blé. Dans 72 heures, si rien n'est fait, nous serons en rupture totale », a-t-il averti, soulignant que plusieurs boulangeries ont déjà cessé leurs activités faute de matière première.

À cette situation s'ajoute une restriction sur l'exportation de farine de blé, compliquant davantage l'accès à des sources alternatives d'approvisionnement. Les boulangers redoutent ainsi un arrêt généralisé de la production de pain, aliment de première nécessité pour des milliers de ménages.

Face à cette crise naissante, le vice-président de la DRK-CCIM, Souleymane Diarra, a reconnu la gravité des préoccupations soulevées. Il a assuré que les doléances des boulangers seront transmises aux autorités compétentes afin de rechercher rapidement des solutions adaptées.

« Nous avons pris note de leurs préoccupations et nous ferons tout notre possible pour trouver une solution », a-t-il déclaré.

En attendant une réponse concrète, l'inquiétude grandit au sein de la population de Kayes, qui craint une flambée des difficultés d'approvisionnement en pain dans les jours à venir.

Fatou Sissoko

Lutte contre le terrorisme : Les FAMa multiplient les frappes aériennes dans les régions de Gao et de Kayes



L'État-Major Général des Armées a annoncé, ce dimanche, le succès de plusieurs opérations aériennes menées par les Forces Armées Maliennes (FAMa) contre des groupes armés terroristes dans les régions de Gao et de Kayes. Ces frappes, réalisées le samedi 6 juin 2026, s'inscrivent dans le cadre des opérations de sécurisation du territoire national.

Selon le communiqué officiel, les vecteurs aériens des FAMa ont d'abord ciblé un refuge terroriste localisé près de la localité de Doro, au sud-ouest de Gao. Les renseignements recueillis avaient permis d'identifier la présence d'une vingtaine

de combattants ainsi que plusieurs motos utilisées pour leurs déplacements. Le site a été détruit avec succès.

Dans la même zone, une deuxième frappe a visé un camion transportant du matériel logistique destiné aux groupes armés terroristes. Le véhicule et son chargement ont été entièrement détruits, privant ainsi les combattants de moyens essentiels pour leurs opérations.

Une troisième intervention aérienne a ensuite ciblé une tente servant de refuge ainsi que plusieurs motos, dont certaines étaient équipées d'armes. L'armée affirme que l'ensemble des objectifs identifiés a été neutralisé.

Dans la région de Kayes, les opérations se sont poursuivies dans la zone de Sandaré. Une mission de reconnaissance a permis de localiser une importante base de repli terroriste. Les frappes effectuées contre cette position ont permis, selon le bilan communiqué par l'État-Major, de neutraliser une trentaine de terroristes et de détruire plusieurs motos utilisées par les groupes armés.

La hiérarchie militaire a salué le professionnalisme, la précision et l'engagement des Forces Armées Maliennes dans la conduite de ces opérations. Elle a réaffirmé la détermination des FAMa à poursuivre les actions de recherche et de destruction des groupes terroristes afin de renforcer la sécurité des populations et de préserver l'intégrité du territoire national.

Moussa Diarra

Coopération Mali-OIT : Une délégation tripartite plaide pour un partenariat renforcé à Genève



En marge des travaux de la Conférence internationale du Travail, une délégation tripartite du Mali a été reçue en audience, le vendredi 5 juin 2026 à Genève, par Gilbert F. Houngbo, Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Cette rencontre a permis aux deux parties de réaffirmer leur volonté commune de consolider leur coopération au service de l'emploi, de la formation professionnelle et du développement économique.

Composée de représentants du gouvernement, des employeurs et des travailleurs, la délégation malienne a mis en avant les principales priorités des autorités en matière de promotion de l'emploi et d'inclusion économique. Les ministres Oumou Sall Seck et Fassoun Coulibaly ont salué la qualité des relations entre le Mali et l'OIT, soulignant les résultats déjà obtenus grâce à ce partenariat.

Au cours des échanges, les responsables maliens ont présenté plusieurs projets structurants du gouvernement. Il s'agit notamment du Programme national de Haute Intensité de Main-d'Œuvre (HIMO), destiné à créer des emplois tout en développant les infrastructures de proximité, de la stratégie de formalisation de l'économie informelle et des initiatives visant à renforcer les compétences professionnelles des jeunes et des femmes.

Pour sa part, Gilbert F. Houngbo a exprimé sa solidarité et sa compassion envers le peuple malien à la suite des événements du 25 avril 2026. Le Directeur général de l'OIT a réaffirmé la disponibilité de son institution à poursuivre et à intensifier son accompagnement en faveur des politiques natio-

nales de création d'emplois décents et de protection sociale.

Cette audience illustre la volonté des autorités maliennes de mobiliser les partenaires internationaux autour de leurs ambitions de développement économique et social. À travers ce dialogue avec l'OIT, le Mali entend renforcer les mécanismes de promotion de l'entrepreneuriat, améliorer l'employabilité de sa population active et accélérer la transformation de son économie dans une perspective de croissance inclusive et durable.

Arouna Sidibé

Gao : Le Gouverneur dément les rumeurs d'insécurité et appelle la population au calme

Les autorités administratives de la région de Gao montent au créneau pour lutter contre la désinformation. Dans un communiqué officiel, le Gouverneur de la région a fermement démenti les informations faisant état d'une prétendue dégradation imminente de la situation sécuritaire, largement relayées ces derniers jours sur les réseaux sociaux.

Selon l'autorité régionale, ces allégations sont de « fausses nouvelles » dénuées de tout fondement et visent essentiellement à semer la peur au sein de la population et à fragiliser la cohésion sociale. Le Gouverneur a tenu à rassurer les habitants de Gao et de ses environs sur les dispositions prises par les autorités compétentes pour garantir la sécurité des personnes et de leurs biens.

Dans son message, il souligne que les services de défense et de sécurité restent pleinement mobilisés et poursuivent leurs missions de surveillance et de protection sur l'ensemble du territoire régional. Il invite ainsi les citoyens à ne pas céder à la psychose provoquée par les informations non vérifiées qui circulent sur les plateformes numériques.

Le Gouverneur a également appelé la population à faire preuve de vigilance et de responsabilité dans l'utilisation des réseaux sociaux. Il a exhorté chacun à s'informer auprès des canaux officiels et à éviter de partager des contenus susceptibles d'alimenter la confusion ou de porter atteinte à la stabilité de la région.

Dans un contexte où les fausses informations peuvent rapidement se propager et créer un climat de tension, les autorités rappellent que la lutte contre la désinformation constitue une responsabilité collective. Elles insistent sur les valeurs de patriotisme, de solidarité et de vivre-ensemble qui doivent prévaloir face aux tentatives de manipulation.

À travers cette mise au point, le Gouverneur de Gao entend rassurer les populations et réaffirmer la détermination des autorités à préserver la paix, la sécurité et la stabilité dans la région, tout en invitant les citoyens à rester unis et confiants face aux défis actuels.

Fatou Sissoko



Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

27e Quinzaine de l'Environnement : Le Mali mobilise les forces vives de la Nation face aux défis climatiques



Le Mali a officiellement donné le coup d'envoi de la 27e édition de la Quinzaine de l'Environnement, ce samedi 6 juin 2026, à travers une cérémonie solennelle présidée par le ministre d'État, ministre de l'Économie et des Finances, Alhousseini Sanou, représentant le Premier ministre, Chef du Gouvernement. Cet événement annuel, devenu un rendez-vous incontournable de la politique environnementale nationale, traduit la volonté des autorités de placer les enjeux écologiques au cœur du développement durable du pays.

La cérémonie a réuni de nombreuses personnalités, parmi lesquelles des représentants des Institutions de la République, des membres du gouvernement, des ministres des pays de la Confédération des États du Sahel (AES), ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) intervenant dans les secteurs de l'environnement, de l'assainissement et de la lutte contre les changements climatiques.

L'édition 2026 est placée sous deux thématiques d'une grande actualité. La première, retenue dans le cadre de la Journée mondiale de l'environnement, est intitulée : « La crise climatique et les solutions pour un avenir plus sûr, plus résilient et plus durable ». La seconde, consacrée à la Journée internationale de lutte contre la désertification et la sécheresse, porte sur le thème : « Pâturages : reconnaître, respecter, restaurer ».

Ces thèmes font écho aux nombreuses difficultés auxquelles le Mali est confronté, notamment l'irrégularité des pluies, les épisodes de sécheresse, les inondations récurrentes, la dégradation des terres agricoles et pastorales ainsi que les effets grandissants du changement climatique sur les conditions de vie des populations.



Pendant quinze jours, un vaste programme d'activités sera déployé sur toute l'étendue du territoire national. Journées portes ouvertes, conférences-débats, panels scientifiques, visites de terrain, campagnes de sensibilisation, opérations de salubrité et de reboisement rythmeront cette Quinzaine. Ces différentes initiatives permettront d'aborder des questions essentielles telles que la finance climatique, l'éducation environnementale, la restauration des terres dégradées, la gestion durable des pâturages, la protection des cours d'eau, la prévention des inondations, la préservation de la biodiversité et l'amélioration du cadre de vie des populations.

La ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Mme Doumbia Mariam Tangara, a souligné que cette édition se veut une mobilisation collective de tous les acteurs publics, territoriaux, communautaires, scientifiques, éducatifs, médiatiques et privés. Elle a invité l'ensemble des citoyens à s'approprier cette Quinzaine afin qu'elle devienne un véritable mouvement national en faveur de la protection de l'environnement et de la résilience climatique.

Dans son allocution d'ouverture, le ministre d'État Alhousseini Sanou a salué les efforts remarquables du ministère de l'Environnement, des services techniques et des partenaires au développement pour l'organisation de cet important rendez-vous. Il a exhorté les collectivités, les établissements scolaires, les associations, les entreprises et les communautés locales à participer activement aux différentes activités programmées afin que cette dynamique se traduise par des actions concrètes et durables sur le terrain.

Instituée depuis l'an 2000, la Quinzaine de l'Environnement s'est progressivement imposée comme un cadre privilégié de sensibilisation, d'échanges et d'actions en faveur de la protection des ressources naturelles. Dans un contexte marqué par les défis climatiques et les impératifs de développement, elle rappelle que la préservation de l'environnement constitue aujourd'hui un enjeu majeur de souveraineté, de sécurité alimentaire, de stabilité sociale et de prospérité durable pour le Mali.

Karamoko B Keita

OIT : À Genève, le Mali défend une vision d'un avenir du travail inclusif, innovant et centré sur l'humain



Le Mali a porté sa voix sur les grandes mutations du monde du travail lors des travaux de l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Genève. Prenant la parole devant les délégations réunies à l'occasion de cette importante rencontre internationale, le ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, Fassoun Coulibaly, a présenté la vision du gouvernement malien pour bâtir un avenir du travail plus inclusif, innovant et résolument centré sur l'humain.

Dans son intervention, le ministre a salué le rapport du Directeur général de l'OIT consacré à l'intelligence artificielle et au travail décent. Selon lui, les avancées technologiques constituent une opportunité majeure pour le développement économique et social, à condition qu'elles soient accompagnées de politiques publiques adaptées et d'un dialogue social renforcé.

« L'intelligence artificielle doit être un levier de progrès et non un facteur d'exclusion », a-t-il indiqué en substance, insistant sur la nécessité de renforcer les institutions publiques, de promouvoir le dialogue entre les partenaires sociaux et de réduire la fracture numérique qui pourrait accentuer les inégalités, notamment dans les pays en développement.

Le ministre Fassoun Coulibaly a également présenté les principales réformes engagées par le Mali pour adapter son marché du travail aux défis contemporains. Il a notamment mis en avant la Vision Mali Kura 2063, le Schéma national d'émergence et de développement durable (SNEDD) 2024-2033, la Stratégie nationale de



l'entrepreneuriat 2026-2030 ainsi que la nouvelle Politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle.

Ces réformes s'accompagnent d'investissements importants dans le développement des compétences. Le gouvernement a ainsi entrepris la construction et la réhabilitation de neuf centres de formation professionnelle, l'élaboration d'un cadre national de certification des compétences et le développement des chantiers-écoles à haute intensité de main-d'œuvre, destinés à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes.

Sur le plan social, le ministre a rappelé les avancées significatives enregistrées grâce au Pacte de stabilité sociale signé en août 2023 entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Parmi les principales mesures figurent la revalorisation progressive du point d'indice des fonctionnaires, l'adoption d'un nouveau Statut général des fonctionnaires et la mise en œuvre du Programme pays pour le travail décent 2026-2030.

M. Coulibaly a également mis en lumière les efforts entrepris par les autorités en matière de protection sociale, de cohésion nationale et de consolidation de la paix. Il a notamment évoqué la création récente de l'Observatoire pour la Paix et la Réconciliation nationale, présenté comme un instrument essentiel pour promouvoir le dialogue et renforcer la stabilité sociale, condition indispensable au développement économique et à la création d'emplois durables.

À travers cette déclaration, le Mali a réaffirmé sa volonté de placer le capital humain au cœur de ses politiques publiques et de faire du travail décent un vecteur de croissance inclusive et de justice sociale. La vision défendue par la délégation malienne a été favorablement accueillie par plusieurs participants à la conférence, qui ont salué les efforts engagés par le pays en faveur de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'innovation sociale dans un contexte mondial marqué par de profondes mutations technologiques et économiques.

Karamoko B Keita

UEMOA : Abdoulaye Maïga consolide le leadership du Mali dans l'intégration sous-régionale



Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, le Général de Division Abdoulaye Maïga, confirme sa volonté de faire du Mali un acteur majeur de l'intégration économique ouest-africaine. En recevant en audience le Président de la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Abdoulaye Diop, le Chef du Gouvernement a réaffirmé l'engagement des autorités maliennes en faveur des réformes communautaires et du renforcement de la coopération régionale.

Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la phase politique de la revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires de l'UEMOA. Conduite par le Président de la Commission et introduite auprès du Premier ministre par le Ministre d'État, ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, la délégation est venue présenter les résultats des travaux ainsi que les perspectives de collaboration entre le Mali et l'organisation sous-régionale.

À cette occasion, Abdoulaye Diop a salué les performances du Mali, qui affiche un taux de mise en œuvre des textes communautaires de 76 % en 2025. Une performance qui témoigne des efforts constants du Gouvernement dans des secteurs essentiels tels que la gouvernance économique, la convergence du marché commun et les réformes sectorielles.

Le Président de la Commission a également présenté l'état d'avancement des six projets communautaires mis en œuvre au Mali dans les domaines de l'agriculture, de l'eau et de l'énergie, des secteurs stratégiques pour le développement économique et social du pays.

Au-delà des aspects techniques, cette audience a été marquée par un message politique fort. Le Président de la Commission de l'UEMOA a exprimé la solidarité de



l'institution envers le Mali face aux défis sécuritaires auxquels il est confronté. Il a rendu hommage à la résilience du peuple malien ainsi qu'aux décisions jugées courageuses prises par les autorités dans la lutte contre le terrorisme.

Le Premier ministre Abdoulaye Maïga a accueilli ces marques de soutien avec satisfaction. Il a félicité le Président de la Commission et les équipes techniques pour la qualité des travaux réalisés et a réaffirmé la détermination du Gouvernement à poursuivre les réformes engagées. Il a également encouragé le Ministre d'État, Alousséni Sanou, à maintenir les efforts afin de consolider les acquis et d'améliorer davantage les performances du Mali lors des prochaines évaluations.

Pour le Chef du Gouvernement, les objectifs poursuivis par l'UEMOA sont en parfaite cohérence avec la vision stratégique des autorités maliennes en matière de développement économique, de souveraineté et d'intégration régionale. Cette convergence de vues renforce la volonté du Mali de jouer pleinement son rôle au sein de l'espace communautaire tout en défendant ses intérêts nationaux.

Le Général de Division Abdoulaye Maïga a particulièrement apprécié le pragmatisme dont fait preuve la Commission de l'UEMOA ainsi que sa compréhension des réalités spécifiques du Mali dans un contexte régional complexe. Cette approche, selon lui, favorise une coopération basée sur le dialogue, le respect mutuel et la recherche de solutions adaptées aux défis communs.

À travers cette audience, le Premier ministre confirme son ambition de consolider la place du Mali au sein de l'UEMOA et de faire de l'intégration sous-régionale un levier de croissance, de stabilité et de prospérité partagée. Dans un contexte marqué par de multiples défis, le Gouvernement entend ainsi poursuivre une politique active de coopération, convaincu que l'avenir du Mali se construit également dans une sous-région forte, solidaire et résolument tournée vers le développement.

Yacouba Ongoiba

Secteur minier : Le nouveau Comité technique du CCAM, une solution ou une commission de plus ?



Le Commissariat chargé des Activités Minières (CCAM) a tenu, le vendredi 5 juin 2026 à Bamako, la première session de son Comité technique. Présidée par le Commissaire chargé des Activités Minières, Hilaire Bébian Diarra, cette rencontre marque une nouvelle étape dans la mise en œuvre du Code minier de 2023, présenté comme l'un des instruments majeurs de la refondation économique du Mali.

Créé pour renforcer la coordination, le suivi et l'évaluation des politiques publiques dans le secteur extractif, le CCAM est appelé à jouer un rôle stratégique auprès du Président de la République. À travers son Comité technique, il entend améliorer la gouvernance minière, promouvoir le contenu local, renforcer les retombées économiques pour les populations et assurer une meilleure préservation de l'environnement.

Sur le papier, les ambitions sont louables. Le nouveau Code minier a déjà introduit des réformes importantes, notamment l'augmentation de la participation cumulée des intérêts publics et privés nationaux dans les projets miniers, portée à 35 % contre 20 % auparavant. Une évolution qui traduit la volonté des autorités de renforcer la souveraineté du Mali sur ses ressources naturelles.

Toutefois, une question mérite d'être posée : le CCAM et son Comité technique constituent-ils réellement la réponse attendue aux défis du secteur minier ou s'agit-il d'une structure supplémentaire venant s'ajouter à une longue liste d'organes déjà existants ?

Depuis l'arrivée de la Transition, le paysage institutionnel malien s'est considérablement enrichi de commissions, comités, autorités, cellules et mécanismes de concertation dans pratiquement tous les secteurs de la vie publique. Qu'il



s'agisse de gouvernance, de lutte contre la corruption, de réformes institutionnelles, de sécurité, d'éducation ou encore d'économie, les nouvelles structures se multiplient.

Le problème n'est pas tant leur création que leur efficacité réelle. À ce jour, de nombreux observateurs peinent à identifier les résultats concrets produits par certaines de ces instances. Dans un contexte économique marqué par des ressources publiques limitées, la question de leur coût devient également légitime. Réunions, sessions, indemnités, frais de fonctionnement, équipements et personnel représentent des charges importantes pour le budget national.

Le risque est de créer une administration parallèle qui alourdit davantage les procédures sans nécessairement améliorer la qualité des décisions ou l'efficacité de l'action publique. L'histoire administrative du Mali montre pourtant que plusieurs structures existantes disposaient déjà des compétences nécessaires pour assurer le suivi et la régulation du secteur minier.

Plutôt que de multiplier les organes, certains experts estiment qu'il serait plus judicieux de renforcer les institutions déjà en place, de moderniser leurs méthodes de travail et surtout de confier leur direction à des cadres compétents, expérimentés et soumis à une obligation de résultats. La véritable réforme ne réside pas toujours dans la création d'une nouvelle structure, mais dans la capacité à rendre performantes celles qui existent déjà.

Le défi pour le CCAM sera donc de démontrer rapidement sa valeur ajoutée. Au-delà des textes, des réunions et des recommandations, les Maliens attendent des résultats tangibles : une meilleure contribution du secteur minier au budget de l'État, davantage d'emplois pour les jeunes, un meilleur respect des communautés locales et une gestion transparente des ressources naturelles.

Car au final, ce ne sont ni les commissions ni les comités qui transforment un pays, mais les résultats qu'ils produisent. Le CCAM dispose aujourd'hui de l'opportunité de prouver qu'il n'est pas simplement une commission de plus dans l'architecture institutionnelle malienne, mais un véritable outil au service du développement et de la souveraineté économique du Mali.

Yacouba Ongoiba

Chahana Takiou placé sous mandat de dépôt : La presse malienne face à une inquiétante série de poursuites



L'annonce de la convocation du journaliste Chahana Takiou, directeur de publication du journal 22 Septembre, par le Pôle national de lutte contre la cybercriminalité, ce lundi 8 juin 2026, a rapidement pris une tournure plus préoccupante. À l'issue de son audition, le journaliste a finalement été placé sous mandat de dépôt, une décision qui suscite une vive émotion au sein de la corporation médiatique malienne.

Selon l'Union des Journalistes de la Presse Libre Africaine (UJPLA), les motifs officiels de la convocation n'avaient pas été notifiés à l'intéressé au moment de son interpellation. L'organisation estimait toutefois que cette procédure pourrait être liée aux prises de position publiques du journaliste lors du Forum Panafricain des Médias (FOPAME 2026), organisé à Bamako du 3 au 6 juin dernier.

Dans un communiqué, l'UJPLA a dénoncé ce qu'elle considère comme une utilisation récurrente des textes relatifs à la cybercriminalité dans des dossiers impliquant des journalistes. L'organisation a appelé les autorités maliennes à garantir les droits fondamentaux des professionnels des médias et à préserver les libertés consacrées par les textes nationaux et internationaux.

Cette affaire soulève d'autant plus d'interrogations que, lors des échanges tenus au FOPAME, le procureur Idrissa Touré, près le Tribunal de Grande Instance de la Commune IV du District de Bamako, avait lui-même rappelé à Chahana Takiou qu'il s'exprimait dans le cadre de sa liberté d'expression. Selon plusieurs participants, le magistrat avait reconnu que les propos tenus relevaient de l'exercice de ce droit fondamental.

Pour de nombreux acteurs du monde des médias, cette réaction du procureur démontrait claire-





ment que le journaliste intervenait dans un espace de débat ouvert, spécialement conçu pour permettre aux professionnels de la presse, aux chercheurs, aux responsables publics et aux citoyens d'échanger librement sur les défis auxquels sont confrontés les pays africains.

Le Forum Panafricain des Médias constitue en effet une tribune de réflexion et de discussion où la pluralité des opinions est non seulement admise mais encouragée. Dans ce contexte, plusieurs observateurs s'interrogent sur les conséquences qu'une telle procédure pourrait avoir sur la liberté d'expression et la qualité du débat public.

Avec le placement sous mandat de dépôt de Chahana Takiou, la liste des journalistes détenus au Mali s'allonge davantage. Cette situation intervient quelques mois seulement après la condamnation à une peine ferme du journaliste Youssouf Sissoko, directeur de publication du journal Alternance. Pour de nombreux professionnels de l'information, ces développements constituent un signal préoccupant pour l'avenir de la liberté de la presse dans le pays.

L'inquiétude est renforcée par la convocation, ce même jour, d'un autre journaliste, Adramane Keïta. Cette succession d'affaires nourrit le sentiment d'une pression croissante sur les médias et alimente les débats sur les limites de la liberté d'expression dans le contexte actuel.

Au-delà des personnes concernées, c'est toute la profession qui se sent aujourd'hui interpellée. Les organisations de défense de la presse rappellent que le journaliste ne peut remplir pleinement sa mission d'information que dans un environnement garantissant la sécurité juridique, la liberté d'opinion et le droit à la critique.

Plus que jamais, la famille des médias appelle à la vigilance et au respect des principes fondamentaux qui fondent toute société démocratique. Car la liberté de la presse ne protège pas seulement les journalistes ; elle garantit également aux citoyens leur droit à une information libre, pluraliste et indépendante.

Moctar Sow

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

« Deux légendes, un même rire » : Guimba National et Michel Gohou électrisent le CICB



Bamako a vibré, samedi 6 juin 2026, au rythme de l'humour africain. L'esplanade du Centre international de conférences de Bamako (CICB) a servi de cadre à un spectacle exceptionnel réunissant deux monuments du rire sur le continent : le Malien Habib Dembélé, plus connu sous le nom de Guimba National, et l'Ivoirien Michel Gohou. Une rencontre artistique inédite qui a tenu toutes ses promesses.

Placée sous le thème évocateur « Deux légendes, un même rire », cette soirée a rassemblé un public nombreux venu célébrer deux artistes dont les carrières ont marqué plusieurs générations d'Africains. L'événement était placé sous le haut parrainage du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé, représenté par le secrétaire général de son département, Mahamadou dit Koumbouna Diarra, entouré de plusieurs membres du cabinet ministériel.

Avant le grand rendez-vous entre les deux icônes de l'humour, la scène a été ouverte à une nouvelle génération d'artistes maliens. Petit Guimba, ATT Junior, Iba One ainsi que la révélation musicale Zikiri Surakata ont offert des prestations chaleureusement applaudies, donnant à cette soirée une dimension festive et intergénérationnelle.

Mais c'est bien l'entrée en scène de Guimba National et de Michel Gohou qui a constitué le moment fort de l'événement. Accueillis par une standing ovation, les deux humoristes ont immédiatement établi une complicité avec le public,



enchaînant sketches et échanges improvisés dans une ambiance de convivialité et de franche rigolade.

Forts de plusieurs décennies d'expérience, les deux artistes ont puisé leur inspiration dans le quotidien des sociétés africaines. Famille, relations sociales, administration, traditions, évolution des mœurs et vivre-ensemble ont été abordés avec finesse et intelligence. À travers leurs prestations, Guimba National et Michel Gohou ont démontré que l'humour demeure un puissant outil de sensibilisation et de cohésion sociale.

Leur complémentarité sur scène, mêlant les subtilités de l'humour malien et la verve ivoirienne, a captivé les spectateurs tout au long de la soirée. Entre autodérision, satire sociale et messages porteurs d'espoir, les deux artistes ont offert un spectacle où le rire s'est mêlé à la réflexion.

Au nom du ministre Mamou Daffé, le secrétaire général Mahamadou dit Koumbouna Diarra a rendu un hommage appuyé aux deux légendes de l'humour africain. Il a salué leur immense contribution à la promotion des arts et de la culture africaine ainsi que leur rôle dans le rapprochement des peuples du continent.

Selon lui, la présence de Guimba National et de Michel Gohou à Bamako constitue un événement culturel majeur et un privilège pour le public malien, qui a eu l'occasion d'apprécier deux artistes ayant largement contribué au rayonnement de la culture africaine sur la scène internationale.

Au-delà du simple divertissement, cette soirée a confirmé que la culture reste un puissant vecteur de dialogue et de fraternité entre les peuples. En réunissant deux figures emblématiques du Mali et de la Côte d'Ivoire sur une même scène, « Deux légendes, un même rire » a célébré l'unité africaine à travers l'art, offrant aux spectateurs un moment de partage et d'émotion qui restera gravé dans les mémoires.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Sénégal : La rupture entre Diomaye Faye et Ousmane Sonko ouvre une nouvelle ère politique



Le Sénégal vit l'un des épisodes politiques les plus marquants de son histoire récente. La rupture entre le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, et son ancien Premier ministre, Ousmane Sonko, désormais président de l'Assemblée nationale, a fait éclater au grand jour des divergences qui couvaient depuis plusieurs mois au sommet de l'État.

Lors de sa première grande sortie publique depuis son installation au perchoir, Ousmane Sonko a choisi de livrer sa version des faits. Selon lui, les désaccords avec le chef de l'État ne sont pas nés d'une crise ponctuelle, mais d'un éloignement progressif du « Projet » politique qui avait conduit le duo à la victoire lors de l'élection présidentielle de 2024.

« Ce que nous vivons depuis deux ans est différent de ce que nous voulions dans le Projet », a déclaré l'ancien Premier ministre, affirmant que la perspective de son limogeage était évoquée depuis plusieurs mois. Il a expliqué avoir accepté de rester à la tête du gouvernement afin d'éviter une crise institutionnelle prématurée.

Selon ses révélations, la rupture s'est définitivement consommée après un entretien avec le président Bassirou Diomaye Faye, au cours duquel ce dernier lui aurait fait savoir qu'il lui devenait difficile de poursuivre leur collaboration en raison de certaines de ses prises de position publiques.

Ousmane Sonko affirme avoir demandé au chef de l'État d'assumer pleinement cette décision devant l'opinion publique et de ne pas présenter leur séparation comme un accord mutuel. Il a également révélé avoir proposé à plusieurs reprises de quitter volontairement la Primature pour rejoindre l'Assemblée nationale, proposition qui aurait été refusée.

Face à ces déclarations, le président Bassirou Diomaye Faye a défendu sa décision en mettant en avant les exigences de stabilité institutionnelle. Selon lui, la conduite



des affaires de l'État impose une cohérence gouvernementale et une harmonie entre les différentes institutions de la République.

Au-delà des relations personnelles entre les deux hommes, cette crise révèle deux visions distinctes de la gouvernance. D'un côté, une approche souverainiste défendue par Ousmane Sonko, favorable à une révision profonde des rapports économiques internationaux et à une plus grande autonomie stratégique. De l'autre, une ligne plus pragmatique, privilégiant le maintien des engagements internationaux et la stabilité financière du pays.

Les divergences portent notamment sur les questions économiques, les relations avec les partenaires internationaux, la gestion de la dette publique et les orientations diplomatiques du Sénégal.

La nomination d'Ahmadou Al Aminou Lô au poste de Premier ministre marque un tournant dans cette nouvelle configuration politique. Économiste reconnu, il incarne une volonté de rassurer les partenaires économiques et financiers du Sénégal dans un contexte marqué par d'importants défis budgétaires.

Parallèlement, l'élection d'Ousmane Sonko à la présidence de l'Assemblée nationale lui confère une influence politique considérable. Fort d'une majorité parlementaire largement acquise à sa formation politique, il dispose d'un levier institutionnel majeur dans le fonctionnement de l'État.

Cette situation inédite ouvre une nouvelle phase de la vie politique sénégalaise. Si le président de la République conserve les prérogatives constitutionnelles attachées à sa fonction, le président de l'Assemblée nationale bénéficie d'un poids politique susceptible d'influencer les grands choix du pays.

Pour l'heure, Ousmane Sonko a assuré qu'il ne chercherait pas à provoquer une crise institutionnelle en renversant le gouvernement, appelant plutôt à un « dialogue politique intelligent et constructif ». De son côté, le président Bassirou Diomaye Faye entend poursuivre son action en s'appuyant sur les institutions de la République.

Le Sénégal entre ainsi dans une période de recomposition politique où l'avenir dépendra largement de la capacité des deux principaux acteurs du pouvoir à privilégier l'intérêt supérieur de la Nation sur les rivalités partisanes. Dans un contexte économique et social exigeant, la stabilité institutionnelle demeure l'un des principaux défis du pays, tandis que les Sénégalais attendent avant tout des réponses concrètes à leurs préoccupations quotidiennes.

Arouna Sidibé

Sénégal : Ousmane Sonko prend les rênes de Pastef et consolide son leadership politique



Une nouvelle page s'ouvre pour le parti Pastef-Les Patriotes. Réunis en congrès national à Diamniadio, près de Dakar, les délégués de la formation politique ont porté Ousmane Sonko à la présidence du parti, consacrant ainsi son leadership dans une période marquée par d'importants bouleversements au sommet de l'État sénégalais.

Élu à l'unanimité, le président de l'Assemblée nationale a recueilli la totalité des suffrages exprimés, soit 589 voix sur 589 procès-verbaux validés sur les 598 attendus. Aucun bulletin blanc n'a été enregistré et le taux de participation a atteint 98,5 %, traduisant une forte mobilisation des militants venus des différentes régions du Sénégal ainsi que de la diaspora.

Cette élection constitue le principal temps fort du premier congrès national de Pastef depuis sa création en 2014. Pendant deux jours, les congressistes sont appelés à renouveler les instances dirigeantes du parti, à examiner ses textes fondamentaux et à définir les grandes orientations stratégiques qui guideront son action politique dans les années à venir.

L'accession d'Ousmane Sonko à la tête du parti intervient dans un contexte politique particulièrement sensible. Le leader de Pastef a été démis de ses fonctions de Premier ministre le 22 mai dernier par le président de la République, Bassirou Diomaye Faye. Quelques jours plus tard, il a été élu président de l'Assemblée nationale à la suite de la démission d'El Malick Ndiaye.

Cette succession d'événements a profondément modifié les équilibres politiques au sein du pouvoir



sénégalais. Des divergences sont apparues entre les deux principales figures de Pastef sur les modalités de gouvernance et l'organisation du pouvoir, même si les deux responsables continuent de revendiquer leur appartenance à un même projet politique.

Le congrès de Diamniadio se tient également dans le prolongement de la mise en place du gouvernement dirigé par Ahmadou Alamine Mohamed Lo. Malgré sa large majorité parlementaire, Pastef a fait le choix de ne pas intégrer cette nouvelle équipe gouvernementale.

Ousmane Sonko avait justifié cette position en évoquant des divergences sur la place que devait occuper la majorité parlementaire dans le fonctionnement des institutions ainsi que sur certaines orientations politiques. Il avait toutefois tenu à rassurer l'opinion publique en excluant toute initiative susceptible de provoquer une crise institutionnelle, notamment une motion de censure contre le gouvernement, privilégiant le dialogue avec le chef de l'État.

Dans une réflexion publiée avant le congrès, Ousmane Sonko avait présenté cette rencontre comme une étape historique destinée à transformer Pastef en une organisation politique solidement structurée et capable de s'inscrire dans la durée. Selon lui, le parti doit désormais évoluer « du mouvement à l'organisation » afin de relever les nouveaux défis du pouvoir.

Son élection à la présidence de Pastef lui confère désormais une double légitimité : celle de chef de la majorité parlementaire en tant que président de l'Assemblée nationale et celle de leader politique officiel du principal parti au pouvoir.

Les travaux du congrès doivent se poursuivre jusqu'à dimanche avec l'adoption des textes d'orientation et de plusieurs résolutions stratégiques. Ces décisions devraient permettre à Pastef de clarifier son positionnement dans le nouvel échiquier politique sénégalais, entre soutien aux institutions, affirmation de son identité politique et préparation des prochaines échéances électorales.

À travers cette élection, Ousmane Sonko consolide son influence sur la scène politique sénégalaise et ouvre une nouvelle séquence pour Pastef, dont l'avenir dépendra en grande partie de sa capacité à préserver son unité tout en répondant aux attentes d'une population en quête de réformes et de stabilité.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Coupe du Monde 2026 : Avec dix représentants, l'Afrique rêve d'un exploit historique



Du 11 juin au 19 juillet 2026, la planète football vibrera au rythme de la 23e édition de la Coupe du Monde de la FIFA. Organisée pour la première fois conjointement par le Canada, les États-Unis et le Mexique, cette édition s'annonce historique à plus d'un titre. Outre son format inédit à 48 équipes, elle marquera également une étape décisive pour le football africain, qui sera représenté par un nombre record de dix sélections nationales.

Le coup d'envoi de cette grande fête du football mondial sera donné le jeudi 11 juin, avec l'ambition pour les meilleures nations de la planète de décrocher le trophée le plus prestigieux du ballon rond. Pour l'Afrique, cette édition représente une opportunité unique d'affirmer sa montée en puissance sur la scène internationale.

Grâce à l'élargissement du tournoi, la Confédération africaine de football (CAF) bénéficie désormais de neuf places qualificatives directes, auxquelles s'ajoute une dixième obtenue à travers les barrages intercontinentaux. Une avancée majeure qui récompense les progrès constants du football africain et son poids grandissant dans les compétitions mondiales.

Les neuf nations qualifiées directement sont l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Ghana, le Maroc, le Sénégal et la Tunisie. La République démocratique du Congo complète le contingent africain après avoir brillamment validé son billet lors des barrages.

Chacune de ces équipes nourrit de grandes ambitions. Le Maroc, demi-finaliste historique de la Coupe du Monde 2022 au Qatar, apparaît comme l'un des principaux porte-étendards du continent. Les Lions de l'Atlas ont démontré qu'une sélection africaine pouvait rivaliser avec les plus grandes nations du football mondial et rêvent désormais d'aller encore plus loin.

Le Sénégal abordera également cette compétition avec de solides arguments. Fraîchement sacré champion d'Afrique en 2026, le pays de la Teranga dispose d'un



effectif expérimenté et ambitieux capable de réaliser un parcours remarquable. La Côte d'Ivoire, championne d'Afrique 2024, compte elle aussi confirmer son retour au premier plan du football continental et mondial.

L'Égypte, forte d'une génération expérimentée, espère retrouver le prestige qui a longtemps fait sa réputation. L'Algérie et le Ghana, deux géants historiques du football africain, ambitionnent quant à eux de renouer avec leurs heures de gloire sur la scène mondiale.

La Tunisie, habituée des phases finales, tentera de franchir un nouveau palier, tandis que l'Afrique du Sud et le Cap-Vert rêvent de créer la surprise face aux grandes puissances du football international.

La qualification de la République démocratique du Congo constitue l'une des belles histoires de ces éliminatoires. Les Léopards effectuent leur retour sur la plus grande scène du football mondial avec la volonté de marquer les esprits et de porter haut les couleurs du football congolais.

Cette participation historique de dix sélections africaines dépasse le simple cadre sportif. Elle symbolise la reconnaissance du potentiel du football africain et la confiance grandissante accordée aux talents du continent. Jamais l'Afrique n'avait bénéficié d'une telle représentation lors d'une phase finale de Coupe du Monde.

Au-delà des performances individuelles de chaque nation, c'est tout un continent qui nourrira l'espoir de voir l'une de ses équipes écrire une nouvelle page de l'histoire du football. Après l'exploit du Maroc au Qatar en 2022, les supporters africains rêvent désormais d'une présence en finale, voire d'un premier sacre mondial.

Du Canada aux États-Unis en passant par le Mexique, les dix ambassadeurs du football africain auront ainsi la lourde responsabilité de démontrer que le continent n'est plus seulement un vivier de talents, mais une véritable puissance capable de rivaliser avec les meilleures nations de la planète.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com